



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**



Les Lilas, le 17 décembre 2018

COMMUNIQUE DE LA FSU

Les fonctionnaires doivent aussi être concerné-es par les mesures de pouvoir d'achat !

Alors que la Fonction publique compte 20% d'agent-es non titulaires souvent faiblement rémunéré-es, plus de 40% d'agent-es de catégorie C et plus de 75% dans la fonction publique territoriale dont les salaires de début de carrière sont proches du SMIC, aucune négociation ni discussion n'est, à ce jour, prévue dans la Fonction publique.

L'État employeur ne compte-t-il pas appliquer à ses propres employé-es ce qu'il demande aux entreprises de faire ?

Depuis son arrivée, les mesures du gouvernement n'ont cessé d'affaiblir le pouvoir d'achat des plus de 5 millions d'agent-es : gel de la valeur du point d'indice, remise en cause du protocole PPCR, mauvaise compensation de l'augmentation de la CSG, rétablissement du jour de carence... Dans la fonction publique aussi la colère est grande.

La FSU demande l'ouverture de négociations pour des mesures concrètes en faveur du pouvoir d'achat des agent-es ainsi que la tenue d'un rendez-vous salarial dès le début de l'année 2019.

Elle met en garde le gouvernement et s'opposera à toute tentative de faire peser la mise en oeuvre des mesures annoncées pour les salarié-es par le président de la République sur les budgets de l'Etat. Alors que la population demande des services publics de qualité sur l'ensemble du territoire, ce serait de fait la condamner.